

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1982 Nr. 21

A. TITEL

Administratief Akkoord met betrekking tot de wijze van toepassing van het op 18 november 1981 te 's-Gravenhage tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Kaapverdië ondertekende Verdrag inzake sociale zekerheid;
's-Gravenhage, 18 november 1981

B. TEKST

Arrangement administratif relatif aux modalités d'application de la Convention de sécurité sociale entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Cap-Vert, signée à La Haye le 18 novembre 1981

En application des articles 15, paragraphe 2, article 17, paragraphe 6, 31, paragraphe premier, et 32 de la Convention de sécurité sociale entre le Royaume des Pays-Bas et la République du Cap-Vert, signée à La Haye le 18 novembre 1981 (ci-après désignée par le terme «Convention»), les autorités compétentes néerlandaises et capverdiennes ont arrêté d'un commun accord, les dispositions suivantes:

TITRE I

Dispositions générales

Article I

Aux fins de l'application du présent arrangement les termes définis à l'article I de la Convention ont la signification qui leur est attribuée audit article.

Article 2

Aux fins de l'application du présent arrangement sont désignés comme «organisme de liaison»:

1. du côté néerlandais:

a) pour les prestations en nature en cas de maladie et de maternité: le «Ziekenfondsraad» (Conseil des Caisses de Maladie) à Amstelveen;

b) pour les pensions de vieillesse et de survie, ainsi que pour les prestations familiales: le «Sociale Verzekeringsbank» (Banque de l'assurance sociale) à Amsterdam;

c) dans tous les autres cas: le «Gemeenschappelijk Administratiekantoor» (Office d'administration commune) à Amsterdam.

2. du côté capverdien: Caixa Sindical de Previdência dos Empregados do Comércio e Ofícios Correlativos (Caisse Syndicale de Prévoyance des Employés du Commerce et Similaires) à Praia.

Article 3

1. Dans le cas visé à l'article 7, alinéa a)i) de la Convention l'organisme désigné ci-après, du pays dont la législation demeure applicable, remet au travailleur sur demande un certificat de détachement attestant qu'il demeure soumis à la législation de ce pays.

2. Le certificat est établi:

– aux Pays-Bas: par le «Sociale Verzekeringsraad» (Conseil d'Assurance Sociale) à la Haye;

– dans le Cap-Vert: par Direcção do Trabalho (Direction du Travail) à Praia.

3. Dans le cas visé à l'article 7, alinéa a)ii) de la Convention l'employeur adresse, si possible avant l'expiration de la première période de douze mois, une demande de prolongation de détachement à l'organisme qui a délivré le certificat initial; ce dernier demande l'accord de l'autorité compétente du pays du lieu de travail temporaire et, au vu de cet accord, délivre un deuxième certificat.

Article 4

1. Le travailleur qui exerce son droit d'option, conformément à l'article 8, paragraphe 2 de la Convention, en informe l'organisme désigné du pays pour la législation duquel il a opté, en avisant en même temps son employeur. Cet organisme remet au travailleur un certificat attestant qu'il est soumis à ladite législation et en informe l'organisme de l'autre pays.

2. Aux fins de l'application du paragraphe précédent est désigné:
 - aux Pays-Bas: le «*Sociale Verzekeringsraad*» (Conseil d'Assurance Sociale);
 - dans le Cap-Vert: *Direcção do Trabalho* (Direction du Travail).
3. L'option prend effet à la date d'entrée en vigueur de la Convention ou à la date à laquelle le travailleur est engagé par la mission diplomatique, le poste consulaire ou l'agent de cette mission ou de ce poste, selon le cas.

TITRE II

Dispositions particulières

Chapitre 1

Maladie et Maternité

Article 5

Aux fins de l'application du présent chapitre les termes «institution du lieu de résidence» et «institution du lieu de séjour» désignent:

a) aux Pays-Bas:

– pour les prestations en nature: le «*Ziekenfonds*» (caisse de maladie), compétent pour le lieu de résidence et le «*Algemeen Nederlands Onderling Ziekenfonds*» (A.N.O.Z.) (Mutualité générale néerlandaise de maladie) à Utrecht en cas de séjour temporaire;

– pour les prestations en espèces: la «*Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging*» (Nouvelle association professionnelle générale) à Amsterdam.

b) dans le Cap-Vert: *Caixa Sindical de Previdência dos Empregados do Comércio e Ofícios Correlativos* (Caisse Syndicale de Prévoyance des Employés du Commerce et Similaires) à Praia.

Article 6

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 10 de la Convention le travailleur présente à l'institution compétente une attestation mentionnant les périodes d'assurance accomplies sous la législation à laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu.

2. L'attestation est délivrée à la demande du travailleur,

a) en ce qui concerne les périodes accomplies aux Pays-Bas, par l'association professionnelle auprès de laquelle son dernier employeur

aux Pays-Bas est affilié. Toutefois, si le travailleur n'était assuré qu'en matière de prestations en nature, l'attestation est délivrée par la caisse de maladie auprès de laquelle il était assuré en dernier lieu;

b) en ce qui concerne les périodes accomplies dans le Cap-Vert, par Direcção do Trabalho (Direction du Travail).

3. Si le travailleur ne présente pas l'attestation, l'institution compétente s'adresse à l'institution mentionnée de l'autre pays pour l'obtenir.

Prestations en nature

Article 7

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'article 11, premier paragraphe de la Convention, le travailleur s'inscrit auprès de l'institution du lieu de résidence, en présentant une attestation certifiant qu'il a droit à ces prestations. Cette attestation est délivrée à la demande du travailleur par l'institution compétente. Si le travailleur ne présente pas ladite attestation, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir. Cette attestation reste valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence n'a pas reçu notification de son annulation.

2. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'article 11, paragraphe 2 de la Convention, les membres de famille s'inscrivent auprès de l'institution du lieu de résidence, en présentant les pièces suivantes:

(i) une attestation certifiant que le travailleur a droit à ces prestations. Cette attestation est délivrée par l'institution compétente. Si les membres de famille ne présentent pas ladite attestation, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir. Cette attestation reste valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence n'a pas reçu notification de son annulation;

(ii) les pièces justificatives normalement exigées par la législation du pays de résidence pour l'octroi des prestations en nature.

3. L'institution du lieu de résidence avise l'institution compétente de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions des paragraphes précédents.

4. L'octroi des prestations en nature est subordonné à la validité de l'attestation visée au paragraphe premier et au paragraphe 2, alinéa (i).

5. Le travailleur ou les membres de sa famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de résidence de tout changement dans leur situation, susceptible de modifier le droit aux prestations en nature, notamment

tout abandon ou changement d'emploi du travailleur ou tout transfert de la résidence ou du séjour de celui-ci ou d'un membre de sa famille.

6. L'institution du lieu de résidence informe aussitôt qu'elle en a connaissance l'institution compétente de toute modification susceptible d'éteindre le droit aux prestations en nature du travailleur ou des membres de sa famille.

7. L'institution du lieu de résidence prête ses bons offices à l'institution compétente en vue d'exercer un recours contre le bénéficiaire qui a obtenu indûment des prestations.

Article 8

1. Pour bénéficier des prestations en nature lors d'un séjour dans le pays autre que le pays compétent, le travailleur visé à l'article 13, paragraphe premier de la Convention présente à l'institution du lieu de séjour une attestation, délivrée par l'institution compétente si possible avant qu'il quitte le pays compétent, prouvant qu'il a droit aux prestations en nature. Cette attestation indique notamment la durée pendant laquelle ces prestations peuvent être servies. Si le travailleur ne présente pas ladite attestation, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables par analogie aux membres de la famille lors de leur séjour dans le pays autre que le pays de résidence ou compétent.

3. Les dispositions du paragraphe premier sont également applicables dans les cas visés à l'article 7, alinéas a) et b), première phrase de la Convention.

Article 9

1. En cas d'hospitalisation dans les cas visés à l'article 13, paragraphes 1 et 6 de la Convention, l'institution du lieu de séjour ou de la nouvelle résidence notifie à l'institution compétente, dans un délai de trois jours suivant la date à laquelle elle en a pris connaissance la date d'entrée dans un hôpital ou un autre établissement médical et la durée probable de l'hospitalisation; à la sortie de l'hôpital ou de l'autre établissement médical, l'institution du lieu de séjour ou de la nouvelle résidence notifie, dans le même délai, à l'institution compétente la date de sortie.

2. Afin d'obtenir l'autorisation à laquelle l'octroi des prestations visées à l'article 13, paragraphe 4 de la Convention est subordonné, l'institution du lieu de séjour ou de la nouvelle résidence adresse une demande à l'institution compétente. Cette dernière institution dispose d'un délai de quinze jours à compter de l'envoi de cette demande pour

notifier, le cas échéant, son opposition motivée; l'institution du lieu de séjour ou de la nouvelle résidence octroie les prestations si elle n'a pas reçu d'opposition à l'expiration de ce délai.

3. Lorsque les prestations visées à l'article 13, paragraphe 4 de la Convention doivent être servies, en cas d'urgence absolue, sans l'autorisation de l'institution compétente, l'institution du lieu de séjour ou de la nouvelle résidence avise immédiatement ladite institution.

4. Les cas d'urgence absolue au sens de l'article 13, paragraphe 4 de la Convention sont ceux où le service de la prestation ne peut être différé sans mettre gravement en danger la vie ou la santé de l'intéressé. Dans le cas où une prothèse ou un appareillage est accidentellement cassé ou détérioré, il suffit pour établir l'urgence absolue, de justifier la nécessité de la réparation ou du renouvellement de la fourniture en question.

5. Les organismes de liaison compétents établissent la liste des prestations, auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article 13, paragraphe 4 de la Convention.

Article 10

1. Pour conserver le bénéfice des prestations en nature dans le pays de sa nouvelle résidence, le travailleur visé à l'article 13, paragraphe 2 de la Convention présente à l'institution du lieu de sa nouvelle résidence une attestation par laquelle l'institution compétente l'autorise à conserver le bénéfice des prestations après le transfert de sa résidence. Ladite institution indique, les cas échéant, dans cette attestation la durée maximale du service des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation appliquée par elle. L'institution compétente peut, après le transfert de la résidence du travailleur, et à la requête de celui-ci, ou de l'institution du lieu de la nouvelle résidence, délivrer l'attestation, lorsque celle-ci n'a pu être établie antérieurement pour des raisons motivées.

2. En ce qui concerne le service des prestations en nature par l'institution du lieu de la nouvelle résidence, les dispositions de l'article 9 sont applicables par analogie.

Article 11

1. Pour bénéficier des prestations en nature dans le pays de sa résidence le titulaire d'une pension visé à l'article 14, paragraphe 2 de la Convention, s'inscrit, ainsi que les membres de sa famille, auprès de l'institution du lieu de sa résidence, en présentant les pièces suivantes:

(i) une attestation certifiant qu'il a droit à ces prestations pour lui-même et pour les membres de sa famille. Cette attestation est délivrée

par l'institution compétente qui transmet le double de cette attestation à l'organisme de liaison de l'autre pays.

Si le titulaire d'une pension ne présente pas l'attestation, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

Cette attestation reste valable aussi longtemps que l'organisme de liaison de l'autre pays n'a pas reçu notification de son annulation de l'institution qui a délivré l'attestation;

(ii) les pièces justificatives normalement exigées par la législation du pays de résidence pour l'octroi des prestations en nature.

2. L'institution du lieu de résidence avise l'institution compétente de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions du paragraphe premier.

3. L'octroi des prestations en nature est subordonné à la validité de l'attestation visée au paragraphe premier, alinéa (i).

4. Le titulaire d'une pension est tenu d'informer l'institution du lieu de sa résidence de tout changement dans sa situation susceptible de modifier son droit aux prestations en nature, notamment toute suspension ou suppression de sa pension et tout transfert de sa résidence ou de celle des membres de sa famille.

5. L'institution du lieu de résidence informe aussitôt qu'elle en a connaissance l'institution compétente de toute modification susceptible d'éteindre le droit aux prestations en nature du titulaire d'une pension ou des membres de sa famille.

6. L'institution du lieu de résidence prête ses bons offices à l'institution compétente en vue d'exercer un recours contre le bénéficiaire qui a obtenu indûment des prestations.

Article 12

En ce qui concerne le service des prestations en nature aux titulaires d'une pension ainsi qu'aux membres de leur famille, lors d'un séjour visé à l'article 14, paragraphe 3 de la Convention, les dispositions des articles 8 et 9 sont applicables par analogie.

Article 13

1. Si les formalités prévues à l'article 8 n'ont pu être accomplies pendant le séjour, les frais exposés sont remboursés à la demande du travailleur ou du titulaire d'une pension par l'institution compétente aux tarifs appliqués par l'institution du lieu de séjour.

2. L'institution du lieu de séjour est tenue de fournir à l'institution compétente qui le demande, les indications nécessaires sur ces tarifs.

Prestations en espèces

Article 14

1. Le travailleur qui fait valoir droit aux prestations en espèces de l'assurance-maladie néerlandaise pour une incapacité de travail lui survenue lorsqu'il se trouve sur le territoire du Cap-Vert, introduit immédiatement sa demande auprès de l'institution du lieu de résidence ou de séjour, selon le cas, en ajoutant un certificat médical délivré par le médecin traitant. Ce certificat indique la date initiale de l'incapacité de travail ainsi que le diagnostic et le pronostic.

2. Le travailleur qui fait valoir droit aux prestations en espèces de l'assurance-maladie capverdienne pour une incapacité de travail lui survenue lorsqu'il se trouve sur le territoire des Pays-Bas, introduit immédiatement sa demande auprès la Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle association professionnelle générale) à Amsterdam, par l'intermédiaire du bureau régional du «Gemeenschappelijk Administratiekantoor» (Office d'administration commune), compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour, selon le cas.

Article 15

1. L'institution du lieu de résidence ou de séjour, selon le cas, fait effectuer le contrôle médical et administratif selon les modalités applicables à ses propres assurés.

2. Au cas prévu à l'article 14, premier paragraphe, l'institution du lieu de résidence ou de séjour, selon le cas, informe sans délai l'institution compétente de l'introduction de la demande de prestations, en indiquant la date de l'introduction, ainsi que le nom et l'adresse de l'employeur, et en transmettant le certificat médical qui était joint à la demande.

3. Au cas prévu à l'article 14, paragraphe 2, l'institution du lieu de résidence ou de séjour, selon le cas, fait examiner sans délai l'intéressé par son médecin-contrôleur. Le rapport établi à cet effet dans les trois jours suivant la date du contrôle, est transmis sans délai à l'institution compétente avec l'information concernant l'introduction de la demande de prestations. Cette information indique notamment la date de l'introduction de la demande, ainsi que le nom et l'adresse de l'employeur.

4. L'institution du lieu de résidence ou de séjour, selon le cas, transmet régulièrement à l'institution compétente les rapports médicaux et administratifs résultant du contrôle effectué en vertu du paragraphe premier.

5. Lorsque le médecin-contrôleur constate que le travailleur est ou sera apte à reprendre le travail, l'institution du lieu de résidence ou de

séjour, selon le cas, lui notifie aussitôt la fin de son incapacité de travail et adresse, sans délai, une copie de cette notification à l'institution compétente, en ajoutant le rapport du médecin-contrôleur.

6. Lorsque l'institution compétente décide de refuser ou de supprimer les prestations en espèces, elle notifie sa décision directement au travailleur et en adresse simultanément copie à l'institution du lieu de résidence ou de séjour. Dans ce cas cette dernière institution arrête les mesures de contrôle.

Article 16

1. Le travailleur résidant ou séjournant dans le pays autre que le pays compétent, est soumis aux instructions de contrôle de l'institution de lieu de résidence ou de séjour, selon le cas.

2. Lorsque l'institution du lieu de résidence ou de séjour constate que le travailleur n'a pas respecté les instructions de contrôle, elle en informe immédiatement l'institution compétente, en décrivant la nature de l'infraction et indiquant les conséquences qui sont liées à une telle infraction à l'égard de son propre assuré.

3. Lorsque le travailleur sous traitement médical veut se rendre au pays compétent, il en informe l'institution du lieu de résidence ou de séjour, selon le cas. Cette institution fait établir par un médecin-contrôleur si le déplacement est de nature à compromettre, oui ou non, l'état de santé ou l'application du traitement médical du travailleur.

L'institution du lieu de résidence ou de séjour communique, aussitôt que possible l'avis de son médecin-contrôleur à l'institution compétente et au travailleur.

Article 17

L'institution compétente verse les prestations en espèces par les moyens appropriés, notamment par mandat-poste international. Toutefois, si l'institution du lieu de résidence ou de séjour, selon le cas, est d'accord, ces prestations peuvent être servies par celle-ci pour le compte de l'institution compétente. Dans ce cas l'institution compétente indique à l'institution du lieu de résidence ou de séjour le montant des prestations, les dates auxquelles elles doivent être versées et la durée maximale de leur octroi.

Dispositions financières

Article 18

1. Les montants effectifs des dépenses afférentes aux prestations en

nature servies en vertu des articles 11, premier paragraphe, 13, paragraphes 1, 2 et 6, et 14, paragraphe 3 de la Convention, sont remboursés par les institutions compétentes aux institutions qui ont servi lesdites prestations, telles qu'elles résultent de la comptabilité de ces dernières institutions.

2. Ne peuvent être pris en compte, aux fins de remboursement, des tarifs supérieurs à ceux qui sont applicables aux prestations en nature servies aux travailleurs soumis à la législation appliquée par l'institution ayant servi les prestations visées au paragraphe premier du présent article.

Article 19

1. Les dépenses afférentes aux prestations en nature servies en vertu de l'article 11, paragraphe 2 de la Convention, sont évaluées forfaitairement pour chaque année civile.

2. Le montant forfaitaire dû par les institutions néerlandaises est établi en multipliant le coût moyen annuel par famille par le nombre moyen annuel des familles à prendre en compte. Le coût moyen annuel par famille est égal à la moyenne par famille des dépenses afférentes au total des prestations en nature servies par les institutions capverdiennes à l'ensemble des familles des assurés soumis à la législation capverdienne.

3. Le montant forfaitaire dû par les institutions capverdiennes est établi en multipliant le coût moyen annuel par membre de la famille par le nombre moyen annuel des membres de la famille à prendre en compte. Le coût moyen annuel par membre de la famille est égal à la moyenne des dépenses afférentes au total des prestations en nature servies par les institutions néerlandaises, à l'ensemble des assurés soumis à la législation néerlandaise.

Article 20

1. Les dépenses afférentes aux prestations en nature servies en vertu de l'article 14, paragraphe 2 de la Convention, sont évaluées forfaitairement pour chaque année civile.

2. Le montant forfaitaire dû par les institutions néerlandaises est établi en multipliant le coût moyen annuel par titulaire de pension et membre de la famille du titulaire visé par le nombre moyen annuel des titulaires de pension et membre de leurs familles entrant en ligne de compte. Le coût moyen par titulaire de pension et membre de la famille de ce titulaire est égal à la moyenne par titulaire de pension et membre de la famille de ce titulaire des dépenses afférentes au total des prestations en nature servies par les institutions capverdiennes à l'ensemble

des titulaires de pension, y compris les membres de leurs familles, soumis à la législation capverdienne.

3. Le montant forfaitaire dû par les institutions capverdiennes est établi en multipliant le coût moyen annuel par titulaire de pension et membre de la famille du titulaire visé par le nombre moyen annuel des titulaires de pension et membres de leurs familles entrant en ligne de compte. Le coût moyen par titulaire de pension et membre de la famille de ce titulaire est égal à la moyenne par titulaire de pension et membre de la famille de ce titulaire des dépenses afférentes au total des prestations en nature servies par les institutions néerlandaises à l'ensemble des assurés soumis à la législation néerlandaise.

Article 21

Les organismes de liaison peuvent convenir, avec l'accord des autorités compétentes, d'autres modalités de remboursement de toutes les prestations en nature ou d'une partie de celles-ci, que celles prévues dans les articles 18, 19 et 20.

Article 22

1. Les remboursements prévus à l'article 15 de la Convention sont effectués par l'intermédiaire des organismes de liaison compétents.

2. Les organismes visés au paragraphe précédent peuvent convenir que les montants visés aux articles 19 et 20 sont majorés d'un pourcentage pour frais d'administration.

3. Pour l'application des dispositions des articles 19 et 20 les organismes de liaison compétents peuvent conclure des arrangements concernant le versement des avances.

Chapitre 2

Invalidité, vieillesse et décès (pensions) Introduction et instruction des demandes

Article 23

1. Le travailleur ou le survivant d'un travailleur résidant dans le Cap-Vert ou aux Pays-Bas qui sollicite le bénéfice d'une prestation en vertu de la législation de l'autre pays ou des deux pays, adresse sa demande à l'institution compétente du pays où il réside.

2. Lorsque l'intéressé réside sur le territoire d'un Etat tiers, il est tenu d'adresser sa demande à l'institution compétente du pays sous la législation duquel le travailleur était assuré en dernier lieu.

3. Est désignée comme institution compétente néerlandaise pour les prestations d'incapacité de travail dans le cas où le droit aux prestations est ouvert en application de l'article 16, paragraphe 2 de la Convention: la «Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging» (Nouvelle association professionnelle générale) à Amsterdam.

4. Les demandes sont présentées sur des formulaires prévus par la législation du pays où la demande doit être introduite selon les paragraphes précédents du présent article.

5. Le demandeur doit indiquer, dans la mesure du possible, l'institution ou les institutions des deux pays auxquelles le travailleur a été affilié. Il fournit en outre toutes autres informations que l'institution compétente sollicite dans des formulaires spéciaux établis à cet effet.

6. L'institution autre que celle visée aux paragraphes 1 ou 2 du présent article ayant reçu une demande doit immédiatement transmettre cette demande à l'institution visée aux paragraphes 1 ou 2 de cet article en lui indiquant la date de l'introduction de la demande. Cette date est considérée comme la date d'introduction auprès de la dernière institution.

Article 24

1. Pour l'instruction des demandes de prestations, les institutions compétentes des deux pays utilisent un formulaire de liaison. Ce formulaire comporte notamment le relevé et la récapitulation des périodes d'assurance accomplies par l'assuré en vertu des législations auxquelles il a été soumis.

2. La transmission de ce formulaire à l'institution compétente de l'autre pays tient lieu de la transmission des pièces justificatives.

Article 25

1. L'institution compétente du pays de résidence porte, sur le formulaire prévu à l'article précédent, les périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique et envoie deux exemplaires dudit formulaire à l'institution compétente de l'autre pays.

2. Cette institution complète le formulaire en indiquant

a) les périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique;

b) le montant des droits qui s'ouvrent au titre de la législation, que cette institution applique, compte tenu des dispositions du chapitre 2 du Titre III de la Convention;

c) le montant de la prestation à laquelle le demandeur pourrait prétendre, sans application des dispositions des articles 16 et 17 de la Convention, sous la législation qu'elle applique.

3. L'institution visée au paragraphe précédent renvoie un exemplaire du formulaire ainsi complété à l'institution du pays de résidence, en ajoutant deux exemplaires de la décision définitive ainsi que l'indication des voies et délais de recours.

Article 26

Dans le cas pouvant donner lieu à retard, l'institution compétente du pays de résidence verse à l'intéressé une avance récupérable dont le montant est le plus proche possible de celui qui sera probablement liquidé, compte tenu des dispositions de la Convention.

Article 27

1. Si l'institution compétente du pays de résidence constate que le demandeur a droit au bénéfice des dispositions de l'article 20 de la Convention, elle détermine le complément auquel le demandeur a droit en vertu desdites dispositions.

2. Pour l'application des dispositions de l'article 20 de la Convention, la conversion des montants libellés en différentes monnaies nationales est effectuée au cours officiel de change valable au jour où ces dispositions doivent être appliquées.

Article 28

1. L'institution compétente du pays de résidence communique au requérant les décisions prises au moyen d'une note récapitulative, rédigée dans la langue du requérant, à laquelle sont annexées les décisions prises par les institutions en cause.

Cette note contient également l'indication des voies et délais de recours prévus dans les législations des deux pays. Les délais de recours ne commencent à courir qu'après la date de réception de la note récapitulative par le requérant.

2. Ensuite elle informe l'institution compétente de l'autre pays de la date à laquelle elle a notifié les deux décisions au requérant en y joignant une copie de sa propre décision et de la note récapitulative.

Paiement des prestations

Article 29

1. Si l'institution compétente constate que le requérant a droit aux prestations au titre de la législation qu'elle applique, sans qu'il soit besoin de faire appel aux dispositions de l'article 16 de la Convention, elle lui sert immédiatement ces prestations à titre provisionnel. Lors du règlement définitif de la demande des prestations, les institutions

intéressées procèdent à la régularisation des comptes en application des dispositions de l'article 37 de la Convention.

2. Au cas où les institutions des deux pays peuvent appliquer le paragraphe précédent, les prestations à titre provisionnel sont versées seulement par l'institution du lieu de résidence. Cette institution en informe l'institution de l'autre pays aussitôt que possible.

3. Au cas où des prestations à titre provisionnel sont versées selon les dispositions des paragraphes précédents, l'article 26 ne s'applique pas.

Article 30

Les prestations dues par une institution d'un pays aux titulaires résidant dans l'autre pays sont versées directement et aux échéances prévues par la législation qu'elle applique. Par contre, les paiements d'arriérés sont versés à l'institution qui a servi des prestations à titre provisionnel.

Chapitre 3

Chômage

Article 31

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 26 de la Convention le chômeur présente à l'institution compétente néerlandaise une attestation mentionnant les périodes d'emploi dans le Cap-Vert.

2. Cette attestation est délivrée, à la demande de l'intéressé par Direcção do Trabalho (Direction du Travail); si l'intéressé ne présente pas l'attestation, l'institution compétente s'adresse à Direcção do Trabalho (Direction du Travail).

Chapitre 4

Prestations familiales

Article 32

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 28 de la Convention l'intéressé présente à l'institution compétente une attestation mentionnant les périodes d'assurance accomplies sous la législation à laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu.

2. L'attestation est délivrée, à la demande de l'intéressé, par l'institution de l'autre pays, qui était compétente antérieurement en

dernier lieu. Si l'intéressé ne présente pas ladite attestation, l'institution compétente s'adresse à l'institution en question pour l'obtenir.

Article 33

L'intéressé qui introduit une demande de prestations familiales pour des enfants qui résident ou sont élevés dans le pays autre que le pays compétent, produit un état de famille délivré par les autorités compétentes en matière d'état civil de ce pays.

Article 34

Les prestations familiales sont versées conformément aux modalités de la législation applicable et dans les échéances prévues dans cette législation.

TITRE III

Dispositions diverses

Article 35

1. Pour la totalisation des périodes d'assurance accomplies sous les législations des deux pays, prévue dans la Convention, les institutions compétentes appliquent les règles suivantes:

a) lorsqu'une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance obligatoire sous la législation d'un pays coïncide avec une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance volontaire ou facultative continuée sous la législation de l'autre pays, seule la première est prise en compte;

b) lorsqu'une période d'assurance autre qu'une période assimilée, accomplie sous la législation d'un pays coïncide avec une période assimilée sous la législation de l'autre pays, seule la première est prise en compte;

c) toute période assimilée à la fois en vertu des législations des deux pays n'est prise en compte que par l'institution du pays à la législation duquel l'assuré a été soumis à titre obligatoire en dernier lieu avant ladite période; au cas où l'assuré n'aurait pas été soumis à titre obligatoire à une législation d'un pays avant ladite période, celle-ci est prise en compte par l'institution compétente du pays à la législation duquel il a été soumis à titre obligatoire pour la première fois après la période en question;

d) au cas où l'époque pendant laquelle certaines périodes d'assurance ont été accomplies sous la législation d'un pays ne peut être déterminée

de façon précise, il est présumé que ces périodes ne se superposent pas à des périodes accomplies sous la législation de l'autre pays et il en est tenu compte, dans la mesure où elles peuvent être utilement prises en considération.

2. Si, en vertu de l'alinéa a) du paragraphe premier du présent article des périodes d'assurance accomplies au titre d'une assurance volontaire ou facultative continuée sous la législation d'un pays en matière d'assurance-vieillesse et/ou survie ne sont pas prises en compte, aux fins de la totalisation, les cotisations afférentes à ces périodes sont considérées comme destinées à majorer les prestations dues au titre de ladite législation.

Article 36

1. Le contrôle administratif et médical des bénéficiaires de prestations en espèces en vertu de la législation cap-verdienne qui résident aux Pays-Bas, est effectué à la demande de l'institution compétente, par l'intermédiaire:

a) de la «Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging» (Nouvelle association professionnelle générale), s'il s'agit de prestations de maladie, d'invalidité et d'accidents du travail;

b) du «Sociale Verzekeringsbank» (Banque de l'assurance sociale), s'il agit d'autres prestations.

2. Le contrôle administratif et médical des bénéficiaires de prestations en espèces en vertu de la législation néerlandaise, qui résident dans le Cap-Vert, est effectué à la demande de l'institution compétente, par l'intermédiaire de Caixa Sindical de Previdência dos Empregados do Comércio e Ofícios Correlativos (Caisse Syndicale de Prévoyance des Employés du Commerce et Similaires) à Praia.

3. Les renseignements transmis aux institutions compétentes et notamment les rapports médicaux sont accompagnés de leur traduction en langue française ou anglaise.

4. Toute institution compétente conserve toutefois la faculté de faire procéder à l'examen du bénéficiaire par un médecin de son choix.

Article 37

Les institutions compétentes des deux pays peuvent solliciter entre elles à chaque moment, la vérification ou le contrôle des faits et actes susceptibles selon leur propre législation, de modifier, de suspendre ou de supprimer le droit aux prestations, reconnu par elles.

Article 38

Les frais résultant du contrôle administratif, ainsi que des examens médicaux, mises en observation, déplacements et vérifications de tout genre, nécessaires à l'octroi ou à la révision des prestations en espèce sont remboursés à l'institution chargée de ce contrôle ou de ces vérifications, sur la base du tarif appliqué par cette dernière institution.

Article 39

Lorsque, après suspension des prestations dont il bénéficiait, l'intéressé recouvre son droit à prestations alors qu'il réside sur le territoire de l'autre pays, les institutions en cause échangent tous renseignements utiles en vue de reprendre le service desdites prestations.

Article 40

Toutes les prestations sont versées aux titulaires sans déduction des frais postaux ou bancaires.

Article 41

Les institutions compétentes des deux pays peuvent demander, soit directement au bénéficiaire, soit par l'intermédiaire de l'institution du lieu de résidence, le certificat de vie et d'état civil, ainsi que tous autres documents nécessaires pour la détermination du droit ou le maintien des prestations.

Article 42

Pour l'application de l'article 35 de la Convention, l'autorité, l'institution ou la juridiction qui a reçu la demande, la déclaration ou le recours qui aurait dû être introduit auprès d'une autorité, institution ou juridiction de l'autre pays, indique la date à laquelle elle a reçu la demande, la déclaration ou le recours.

Article 43

Toutes les difficultés relatives à l'application du présent arrangement seront réglées par une commission composée des représentants, compétents dans la matière de la sécurité sociale, des autorités compétentes, qui peuvent se faire accompagner par des experts. La commission se réunit alternativement dans l'un et l'autre pays.

Article 44

1. Les organismes de liaison peuvent fixer, d'un commun accord, des formulaires nécessaires pour les attestations, requêtes et autres documents exigés pour l'application de la Convention et du présent arrangement.

2. En outre, ils peuvent prendre, d'un commun accord et avec l'accord des autorités compétentes des mesures complémentaires d'ordre administratif pour l'application du présent arrangement.

Article 45

Le présent arrangement entrera en vigueur à la même date que la Convention. Il aura la même durée que la Convention.

FAIT en deux textes originaux en langue française à La Haye, le 18 novembre 1981.

Les autorités compétentes néerlandaises,

(s.) M. H. M. F. GARDENIERS-BERENDSEN

(s.) C. I. DALES

L'autorité compétente capverdienne,

(s.) SILVINO MANUEL DA LUZ

C. VERTALING

Administratief Akkoord met betrekking tot de wijze van toepassing van het op 18 november 1981 te 's-Gravenhage ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Kaapverdië inzake sociale zekerheid

Ter uitvoering van de artikelen 15, tweede lid, 17, zesde lid, 31, eerste lid en 32 van het op 18 november 1981 te 's-Gravenhage ondertekende Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Kaapverdië inzake sociale zekerheid (hierna aangeduid met de term „Verdrag”), hebben de bevoegde Nederlandse en Kaapverdische autoriteiten in gemeen overleg de volgende bepalingen vastgesteld:

TITEL I

Algemene bepalingen

Artikel 1

Voor de toepassing van dit Akkoord hebben de in artikel 1 van het Verdrag omschreven termen de hun in genoemd artikel toegekende betekenis.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit Akkoord worden als „verbindingsorganen” aangewezen:

1. van Nederlandse zijde:

a) voor de verstrekkingen in geval van ziekte en moederschap: de Ziekenfondsraad te Amstelveen;

b) voor de ouderdomspensioenen en pensioenen aan nagelaten betrekkingen, alsmede voor de kinderbijslagen: de Sociale Verzekeringsbank te Amsterdam;

c) in alle overige gevallen: het Gemeenschappelijk Administratiekantoor te Amsterdam.

2. van Kaapverdische zijde: de Caixa Sindical de Previdência dos Empregados do Comércio e Ofícios Correlativos (Voorzorgskas van de vakbond van werknemers in de handel en aanverwante bedrijfstakken) te Praia.

Artikel 3

1. In het in artikel 7, letter a) onder i), van het Verdrag bedoelde geval reikt de hierna genoemde instelling van het land waarvan de wetgeving van toepassing blijft, de werknemer op verzoek een detacheringsbewijs uit waarin wordt verklaard dat op hem de wetgeving van dit land van toepassing blijft.

2. Dit bewijsstuk wordt opgemaakt:

– in Nederland: door de Sociale Verzekeringsraad te 's-Gravenhage;

– in Kaapverdië: door de Direcção do Trabalho (Directoraat van de Arbeid) te Praia.

3. In het in artikel 7, letter a) onder ii) van het Verdrag bedoelde geval richt de werkgever, zo mogelijk vóór het einde van de eerste periode van twaalf maanden, een verzoek om verlenging van detachering aan de instelling die het eerste bewijsstuk heeft uitgereikt; laatstbedoelde in-

stelling vraagt de goedkeuring van de bevoegde autoriteit van het land waar de tijdelijke werkzaamheden worden verricht en reikt, nadat goedkeuring is verkregen, een tweede bewijsstuk uit.

Artikel 4

1. De werknemer die overeenkomstig artikel 8, tweede lid van het Verdrag zijn keuzerecht uitoefent, deelt dit mede aan de aangewezen instelling van het land voor de wetgeving waarvan hij heeft gekozen, terwijl hij tegelijkertijd zijn werkgever op de hoogte stelt. Deze instelling reikt de werknemer een bewijsstuk uit waaruit blijkt dat op hem bedoelde wetgeving van toepassing is en stelt de instelling van het andere land hiervan in kennis.

2. Voor de toepassing van het vorige lid wordt aangewezen:

- in Nederland: de Sociale Verzekeringsraad;
- in Kaapverdië: de Direcção do Trabalho (Directoraat van de Arbeid).

3. De keuze wordt van kracht op de datum waarop het Verdrag in werking treedt of waarop de werknemer door de diplomatieke zending, de consulaire post, onderscheidenlijk de ambtenaar van deze zending of post, in dienst wordt genomen.

TITEL II

Bijzondere bepalingen

Hoofdstuk 1

Ziekte en moederschap

Artikel 5

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder „orgaan van de woonplaats” en „orgaan van de verblijfplaats” verstaan:

a) in Nederland:

- wat de verstrekkingen betreft: het voor de woonplaats bevoegde ziekenfonds en bij tijdelijk verblijf het Algemeen Nederlands Onderling Ziekenfonds (A.N.O.Z.) te Utrecht;
- wat de uitkeringen betreft: de Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging te Amsterdam.

b) in Kaapverdië: de Caixa Sindical de Previdência dos Empregados do Comércio e Ofícios Correlativos (Voorzorgskas van de vakbond van werknemers in de handel en aanverwante bedrijfstakken) te Praia.

Artikel 6

1. Om in aanmerking te komen voor de toepassing van artikel 10 van het Verdrag, legt de werknemer aan het bevoegde orgaan een verklaring over waarin zijn vermeld de tijdvakken van verzekering welke krachtens de wetgeving waaraan hij voorheen laatstelijk onderworpen is geweest, zijn vervuld.

2. De verklaring wordt op verzoek van de werknemer verstrekt:

a) wat de in Nederland vervulde tijdvakken betreft, door de bedrijfsvereniging waarbij zijn laatste werkgever in Nederland is aangesloten. Indien de werknemer echter alleen ter zake van verstrekkingen verzekerd was, wordt de verklaring verstrekt door het ziekenfonds waarbij hij laatstelijk verzekerd was;

b) wat de in Kaapverdië vervulde tijdvakken betreft, door de Direcção do Trabalho (Directoraat van de Arbeid).

3. Indien de werknemer de verklaring niet overlegt, vraagt het bevoegde orgaan deze aan het genoemde orgaan van het andere land.

Verstrekkingen

Artikel 7

1. Om krachtens artikel 11, eerste lid van het Verdrag in aanmerking te komen voor verstrekkingen, laat de werknemer zich bij het orgaan van de woonplaats inschrijven, onder overlegging van een verklaring waaruit blijkt dat hij recht heeft op verstrekkingen. Deze verklaring wordt op verzoek van de werknemer afgegeven door het bevoegde orgaan. Indien de werknemer bedoelde verklaring niet overlegt, vraagt het orgaan van de woonplaats deze aan het bevoegde orgaan. Deze verklaring blijft geldig zolang het orgaan van de woonplaats geen bericht heeft ontvangen dat de verklaring is ingetrokken.

2. Om krachtens artikel 11, tweede lid van het Verdrag in aanmerking te komen voor verstrekkingen, laten de gezinsleden zich bij het orgaan van de woonplaats inschrijven onder overlegging van de volgende stukken:

(i) een verklaring waaruit blijkt dat de werknemer recht heeft op verstrekkingen. Deze verklaring wordt afgegeven door het bevoegde orgaan. Indien de gezinsleden bedoelde verklaring niet overleggen, vraagt het orgaan van de woonplaats deze aan het bevoegde orgaan. Deze verklaring blijft geldig zolang het orgaan van de woonplaats geen bericht heeft ontvangen dat de verklaring is ingetrokken;

(ii) de bewijsstukken, welke door de wetgeving van het land van de woonplaats voor de toekenning van verstrekkingen gewoonlijk worden geëist.

3. Het orgaan van de woonplaats stelt het bevoegde orgaan in kennis van elke inschrijving waartoe het overeenkomstig het bepaalde in de voorgaande leden is overgegaan.

4. De toekenning van verstrekkingen is afhankelijk van de geldigheid van de in het eerste lid en tweede lid, onder (i) bedoelde verklaring.

5. De werknemer of diens gezinsleden dienen het orgaan van de woonplaats in kennis te stellen van iedere verandering in hun omstandigheden, waardoor het recht op verstrekkingen kan worden gewijzigd, in het bijzonder van iedere beëindiging of verandering van dienstbetrekking van de werknemer of iedere overbrenging van de woon- of verblijfplaats van hemzelf of van een gezinslid.

8. Het orgaan van de woonplaats deelt, zodra het hiervan kennis heeft gekregen, aan het bevoegde orgaan iedere verandering mede, waardoor het recht op verstrekkingen van de werknemer of zijn gezinsleden kan vervallen.

7. Het orgaan van de woonplaats verleent zijn goede diensten aan het bevoegde orgaan, met het oog op het uitoefenen van verhaal op degene die ten onrechte verstrekkingen heeft genoten.

Artikel 8

1. Om gedurende een verblijf in het andere dan het bevoegde land in aanmerking te komen voor verstrekkingen, legt de in artikel 13, eerste lid van het Verdrag bedoelde werknemer aan het orgaan van de verblijfplaats een door het bevoegde orgaan, zo mogelijk vòòr dat hij het bevoegde land verlaat, afgegeven verklaring over, waaruit blijkt dat hij recht heeft op deze verstrekkingen. In deze verklaring wordt met name de duur vermeld waarover verstrekkingen mogen worden verleend. Indien de werknemer deze verklaring niet overlegt, vraagt het orgaan van de verblijfplaats deze aan het bevoegde orgaan.

2. Het vorige lid is van overeenkomstige toepassing op de gezinsleden gedurende hun tijdelijk verblijf in het andere dan het woonland of het bevoegde land.

3. Het eerste lid is eveneens van toepassing in de in artikel 7, letters a) en b), eerste zin, van het Verdrag bedoelde gevallen.

Artikel 9

1. Bij opneming in een ziekenhuis in de gevallen bedoeld in artikel 13, eerste en zesde lid van het Verdrag, geeft het orgaan van de verblijfplaats of de nieuwe woonplaats binnen drie dagen na de datum waarop het hiervan kennis heeft gekregen, aan het bevoegde orgaan bericht van de datum van opneming in een ziekenhuis of een andere geneeskundige

inrichting, alsmede van de vermoedelijke duur van de opname; bij vertrek uit het ziekenhuis of de andere geneeskundige inrichting geeft het orgaan van de verblijfplaats of de nieuwe woonplaats binnen dezelfde termijn het bevoegde orgaan bericht van de datum van vertrek.

2. Ter verkrijging van de machtiging waarvan het verlenen van de in artikel 13, vierde lid van het Verdrag bedoelde verstrekkingen afhankelijk is, richt het orgaan van de verblijfplaats of de nieuwe woonplaats een verzoek aan het bevoegde orgaan. Laatstbedoeld orgaan kan hier tegen onder opgave van redenen binnen vijftien dagen, gerekend vanaf de verzending van dit verzoek, eventueel verzet aantekenen; indien na afloop van deze termijn bij het orgaan van de verblijfplaats of de nieuwe woonplaats geen verzet is aangetekend, kent het de verstrekkingen toe.

3. Wanneer de in artikel 13, vierde lid van het Verdrag bedoelde verstrekkingen in onmiskenbare spoedgevallen zonder machtiging van het bevoegde orgaan moeten worden verleend, stelt het orgaan van de verblijfplaats of de nieuwe woonplaats bedoeld orgaan hiervan onmiddellijk op de hoogte.

4. De onmiskenbare spoedgevallen in de zin van artikel 13, vierde lid van het Verdrag zijn die gevallen, waarin het verlenen van de verstrekking niet kan worden uitgesteld zonder het leven of de gezondheid van de betrokkene ernstig in gevaar te brengen. In het geval waarin een prothese of een kunstmiddel door een ongeval is gebroken of beschadigd, is het om de onmiskenbare spoed vast te stellen, voldoende de noodzaak van het herstel of de vernieuwing van het desbetreffende kunst- of hulpmiddel aan te tonen.

5. De bevoegde verbindingsorganen stellen de lijst van verstrekkingen samen, waarop artikel 13, vierde lid van het Verdrag van toepassing is.

Artikel 10

1. Om in het land van zijn nieuwe woonplaats recht op verstrekkingen te behouden, legt de in artikel 13, tweede lid van het Verdrag bedoelde werknemer aan het orgaan van zijn nieuwe woonplaats een verklaring over, waarbij het bevoegde orgaan hem toestaat na de overbrenging van zijn woonplaats het recht op verstrekkingen te behouden. Bedoeld orgaan geeft in deze verklaring eventueel de maximumduur aan waarover volgens de door dit orgaan toegepaste wetgeving verstrekkingen mogen worden verleend.

Het bevoegde orgaan kan op verzoek van de werknemer of van het orgaan van de nieuwe woonplaats, de verklaring ook na de overbrenging van de woonplaats van de werknemer uitreiken, wanneer deze om gerechtvaardigde redenen niet tevoren kon worden opgesteld.

2. Wat betreft het verlenen van verstrekkingen door het orgaan van de nieuwe woonplaats, is artikel 9 van overeenkomstige toepassing.

Artikel 11

1. Om in het land van de woonplaats in aanmerking te komen voor verstrekkingen, laten de in artikel 14, tweede lid van het Verdrag bedoelde pensioengerechtigde, alsmede zijn gezinsleden zich inschrijven bij het orgaan van de woonplaats onder overlegging van de volgende stukken:

(i) een verklaring waaruit blijkt dat hij voor zichzelf en voor zijn gezinsleden recht op verstrekkingen heeft. Deze verklaring wordt afgegeven door het bevoegde orgaan, dat een afschrift van deze verklaring aan het verbindingsorgaan van het andere land zendt. Indien de pensioengerechtigde de verklaring niet overlegt, vraagt het orgaan van de woonplaats deze aan het bevoegde orgaan. Deze verklaring blijft geldig zolang het verbindingsorgaan van het andere land van het orgaan dat de verklaring heeft afgegeven, geen bericht heeft ontvangen dat de verklaring is ingetrokken;

(ii) de bewijsstukken, welke door de wetgeving van het land van de woonplaats voor de toekenning van verstrekkingen gewoonlijk worden geëist.

2. Het orgaan van de woonplaats stelt het bevoegde orgaan in kennis van elke inschrijving waartoe het overeenkomstig het eerste lid is overgegaan.

3. De toekenning van verstrekkingen is afhankelijk van de geldigheid van de in het eerste lid, onder (i) bedoelde verklaring.

4. De pensioengerechtigde dient het orgaan van zijn woonplaats in kennis te stellen van iedere verandering in zijn omstandigheden, waardoor zijn recht op verstrekkingen kan worden gewijzigd, in het bijzonder van iedere schorsing of intrekking van zijn pensioen en van iedere overbrenging van zijn woonplaats of die van zijn gezinsleden.

5. Het orgaan van de woonplaats deelt, zodra het hiervan kennis heeft gekregen, aan het bevoegde orgaan iedere verandering mede, waardoor het recht op verstrekkingen van de pensioengerechtigde of zijn gezinsleden kan vervallen.

6. Het orgaan van de woonplaats verleent zijn goede diensten aan het bevoegde orgaan, met het oog op het uitoefenen van verhaal op degene die ten onrechte verstrekkingen heeft genoten.

Artikel 12

Voor het verlenen van verstrekkingen aan pensioengerechtigden, als-

mede aan hun gezinsleden, gedurende een verblijf als bedoeld in artikel 14, derde lid, van het Verdrag, zijn de artikelen 8 en 9 van overeenkomstige toepassing.

Artikel 13

1. Indien de in artikel 8 voorgeschreven formaliteiten niet gedurende het tijdelijk verblijf konden worden vervuld, worden de gemaakte kosten op verzoek van de werknemer of de pensioengerechtigde door het bevoegde orgaan vergoed tegen de tarieven die door het orgaan van de verblijfplaats worden toegepast.

2. Het orgaan van de verblijfplaats dient het bevoegde orgaan dat zulks verzoekt, de nodige inlichtingen over deze tarieven te verstrekken.

Uitkeringen

Artikel 14

1. De werknemer die aanspraak maakt op uitkeringen krachtens de Nederlandse ziekteverzekering voor een hem tijdens zijn verblijf op het grondgebied van Kaapverdië overkomen arbeidsongeschiktheid, dient zijn aanvraag onmiddellijk in bij het orgaan van de woon- of verblijfplaats, naar gelang het geval, waarbij hij een door de behandelende arts afgegeven geneeskundige verklaring voegt. Deze verklaring vermeldt de aanvangsdatum van de arbeidsongeschiktheid, alsmede de diagnose en de prognose.

2. De werknemer die aanspraak maakt op uitkeringen krachtens de Kaapverdise ziekteverzekering voor een hem tijdens zijn verblijf op het grondgebied van Nederland overkomen arbeidsongeschiktheid, dient zijn aanvraag onmiddellijk in bij de Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging te Amsterdam, door tussenkomst van het districtskantoor van het Gemeenschappelijk Administratiekantoor dat bevoegd is voor de woon- of verblijfplaats, naar gelang het geval.

Artikel 15

1. Het orgaan van de woon- of verblijfplaats, al naar gelang het geval, voert de medische en administratieve controle uit overeenkomstig de regels welke gelden voor degenen die bij dat orgaan verzekerd zijn.

2. In het in artikel 14, eerste lid, bedoelde geval stelt het orgaan van de woon- of verblijfplaats, al naar gelang het geval, het bevoegde orgaan onverwijld in kennis van de indiening van de aanvraag om uitkeringen, onder vermelding van de datum waarop de aanvraag is ingediend, alsmede van de naam en het adres van de werkgever en doet het bevoegde orgaan de geneeskundige verklaring toekomen die bij de aanvraag was gevoegd.

3. In het in artikel 14, tweede lid, bedoelde geval laat het orgaan van de woon- of verblijfplaats, al naar gelang het geval, betrokkene onverwijld door zijn controlerend arts onderzoeken. Het ter zake binnen drie dagen na de datum van de controle opgestelde rapport wordt onverwijld aan het bevoegde orgaan toegezonden, met de informatie betreffende de indiening van de aanvraag om uitkeringen. Deze informatie bevat in het bijzonder de datum waarop de aanvraag is ingediend, alsmede de naam en het adres van de werkgever.

4. Het orgaan van de woon- of verblijfplaats, al naar gelang het geval, zendt het bevoegde orgaan regelmatig de medische en administratieve rapporten toe, welke naar aanleiding van de krachtens het eerste lid ingestelde controle zijn opgesteld.

5. Wanneer een controlerend arts vaststelt dat de werknemer in staat is of zal zijn de arbeid te hervatten, stelt het orgaan van de woon- of verblijfplaats, al naar gelang het geval, hem onmiddellijk in kennis van het einde van de arbeidsongeschiktheid en doet het bevoegde orgaan onverwijld een afschrift van deze kennisgeving toekomen, waarbij het rapport van de controlerend arts wordt gevoegd.

6. Wanneer het bevoegde orgaan besluit de uitkeringen te weigeren of te beëindigen, stelt het de werknemer onmiddellijk van zijn besluit in kennis en zendt het tegelijkertijd een afschrift ervan aan het orgaan van de woon- of verblijfplaats. In dit geval beëindigt laatstbedoeld orgaan de controlemaatregelen.

Artikel 16

1. De werknemer die in het andere dan het bevoegde land woont of verblijft, is onderworpen aan de controlevoorschriften van het orgaan van de woon- of verblijfplaats, al naar gelang het geval.

2. Wanneer het orgaan van de woon- of verblijfplaats vaststelt dat de werknemer de controlevoorschriften niet in acht heeft genomen, stelt het het bevoegde orgaan daarvan onmiddellijk in kennis, waarbij het de aard van de overtreding weergeeft en tevens de gevolgen vermeldt welke voor een eigen verzekerde aan een dergelijke overtreding zijn verbonden.

3. Wanneer de werknemer die een geneeskundige behandeling ondergaat zich naar het bevoegde land wil begeven, stelt hij het orgaan van de woon- of verblijfplaats, al naar gelang het geval, hiervan in kennis. Dit orgaan laat door een controlerend arts vaststellen of de verplaatsing al dan niet schadelijk is voor de gezondheidstoestand van de werknemer of voor het ondergaan van zijn geneeskundige behandeling. Het orgaan van de woon- of verblijfplaats deelt het oordeel van zijn controlerende arts zo spoedig mogelijk aan het bevoegde orgaan en aan de werknemer mede.

Artikel 17

Het bevoegde orgaan stelt de uitkeringen met behulp van daartoe aangewezen middelen betaalbaar, met name per internationale postwiel. Deze uitkeringen kunnen echter, indien het orgaan van de woon- of verblijfplaats hiermede instemt, door dit orgaan voor rekening van het bevoegde orgaan worden verleend. In dit geval stelt het bevoegde orgaan het orgaan van de woon- of verblijfplaats op de hoogte van het bedrag van de uitkeringen, de data van betaalbaarstelling en de maximale uitkeringsduur.

Financiële bepalingen

Artikel 18

1. Het werkelijke bedrag van de uitgaven ter zake van de krachtens de artikelen 11, eerste lid, 13, eerste, tweede en zesde lid, en 14, derde lid, van het Verdrag verleende verstrekkingen, wordt door de bevoegde organen welke bedoelde verstrekkingen hebben verleend, vergoed, zolang zij uit de boekhouding van laatstbedoelde organen blijken.

2. Voor de vergoeding kunnen geen hogere tarieven in rekening worden gebracht dan die welke gelden voor de verstrekkingen, verleend aan werknemers die onderworpen zijn aan de wetgeving welke wordt toegepast door het orgaan dat de in het eerste lid van dit artikel bedoelde verstrekkingen heeft verleend.

Artikel 19

1. De uitgaven voor de krachtens artikel 11, tweede lid, van het Verdrag verleende verstrekkingen worden ieder kalenderjaar op vaste bedragen gewaardeerd.

2. Het door de Nederlandse organen verschuldigde vaste bedrag wordt vastgesteld door de gemiddelde jaarlijkse kosten per gezin te vermenigvuldigen met het gemiddelde jaarlijkse aantal gezinnen waarmede rekening moet worden gehouden. De gemiddelde jaarlijkse kosten per gezin zijn gelijk aan het gemiddelde per gezin van de uitgaven voor het totaal van de door de Kaapverdische organen verleende verstrekkingen aan alle gezinnen van verzekerden die aan de Kaapverdische wetgeving zijn onderworpen.

3. Het door de Kaapverdische organen verschuldigde vaste bedrag wordt vastgesteld door de gemiddelde jaarlijkse kosten per gezinslid te vermenigvuldigen met het gemiddelde jaarlijkse aantal gezinsleden waarmede rekening moet worden gehouden. De gemiddelde jaarlijkse kosten per gezinslid zijn gelijk aan het gemiddelde van de uitgaven voor het totaal van de door de Nederlandse organen verleende verstrekkingen

aan alle verzekerden die aan de Nederlandse wetgeving zijn onderworpen.

Artikel 20

1. De uitgaven voor de krachtens artikel 14, tweede lid, van het Verdrag verleende verstrekkingen worden voor ieder kalenderjaar op vaste bedragen gewaardeerd.

2. Het door de Nederlandse organen verschuldigde vaste bedrag wordt vastgesteld door de gemiddelde jaarlijkse kosten per pensioengerechtigde en gezinslid van deze gerechtigde te vermenigvuldigen met het gemiddelde jaarlijkse aantal pensioengerechtigden en hun gezinsleden, dat in aanmerking moet worden genomen. De gemiddelde kosten per pensioengerechtigde en gezinslid van deze gerechtigde zijn gelijk aan het gemiddelde per pensioengerechtigde en gezinslid van deze gerechtigde van de uitgaven voor het totaal van de door de Kaapverdische organen verleende verstrekkingen aan alle pensioengerechtigden, met inbegrip van hun gezinsleden, die aan de Kaapverdische wetgeving zijn onderworpen.

3. Het door de Kaapverdische organen verschuldigde vaste bedrag wordt vastgesteld door de gemiddelde jaarlijkse kosten per pensioengerechtigde en gezinslid van deze gerechtigde te vermenigvuldigen met het gemiddelde jaarlijkse aantal pensioengerechtigden en hun gezinsleden, dat in aanmerking moet worden genomen. De gemiddelde kosten per pensioengerechtigde en gezinslid van deze gerechtigde zijn gelijk aan het gemiddelde per pensioengerechtigde en gezinslid van deze gerechtigde van de uitgaven voor het totaal van de door de Nederlandse organen verleende verstrekkingen aan alle verzekerden die aan de Nederlandse wetgeving zijn onderworpen.

Artikel 21

De verbindingsorganen kunnen, met toestemming van de bevoegde autoriteiten, andere wijzen van vergoeding dan die welke zijn voorzien in de artikelen 18, 19 en 20 overeenkomen voor alle verstrekkingen of voor een deel daarvan.

Artikel 22

1. De in artikel 15 van het Verdrag bedoelde vergoedingen worden betaald door tussenkomst van de bevoegde verbindingsorganen.

2. De in het voorgaande lid bedoelde organen kunnen overeenkomen dat de in de artikelen 19 en 20 bedoelde bedragen met een percentage voor administratiekosten worden verhoogd.

3. Voor de toepassing van de artikelen 19 en 20 kunnen de bevoegde verbindingsorganen overeenkomsten sluiten inzake de eventuele verlening van voorschotten.

Hoofdstuk 2

Invaliditeit, ouderdom en overlijden (pensioenen) Indiening en behandeling van aanvragen

Artikel 23

1. De in Kaapverdië of in Nederland wonende werknemer of nagelaten betrekking van een werknemer die in aanmerking wenst te komen voor een uitkering krachtens de wetgeving van het andere land of van beide landen, richt zijn aanvraag tot het bevoegde orgaan van het land waarin hij woont.

2. Wanneer de belanghebbende op het grondgebied van een derde Staat woont, dient hij zijn aanvraag te richten tot het bevoegde orgaan van het land krachtens de wetgeving waarvan de werknemer laatstelijk verzekerd is geweest.

3. In het geval dat met toepassing van artikel 16, tweede lid van het Verdrag recht op uitkeringen is ontstaan, wordt als Nederlands bevoegd orgaan voor de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen aangewezen: „De Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging” te Amsterdam.

4. De aanvragen worden ingediend door middel van de formulieren welke zijn voorzien bij de wetgeving van het land waarin de aanvraag volgens de voorgaande leden van dit artikel moet worden ingediend.

5. De aanvrager dient, voor zover mogelijk, het orgaan of de organen van beide landen, waarbij de werknemer aangesloten is geweest te vermelden. Bovendien verstrekt hij alle overige inlichtingen welke het bevoegde orgaan verlangt, op daartoe vastgestelde bijzondere formulieren.

6. Wanneer een ander dan het in het eerste of tweede lid van dit artikel bedoelde orgaan een aanvraag heeft ontvangen, moet het deze aanvraag onverwijld aan het in het eerste of tweede lid van dit artikel bedoelde orgaan doorzenden, onder vermelding van de datum waarop de aanvraag is ingediend. Deze datum wordt beschouwd als datum van indiening bij laatstbedoeld orgaan.

Artikel 24

1. Voor de behandeling van de aanvragen om uitkeringen maken de bevoegde organen van beide landen gebruik van een contactformulier. Dit formulier bevat met name een opsomming en een samenvatting van

de door de verzekerde krachtens de wetgevingen waaraan hij onderworpen is geweest, vervulde tijdvakken van verzekering.

2. De toezending van dit formulier aan het bevoegde orgaan van het andere land komt in de plaats van het toezenden van bewijsstukken.

Artikel 25

1. Het bevoegde orgaan van het land van de woonplaats vermeldt op het in het voorgaande artikel bedoelde formulier de tijdvakken van verzekering, welke krachtens de door dit orgaan toegepaste wetgeving zijn vervuld en zendt twee exemplaren van dit formulier aan het bevoegde orgaan van het andere land.

2. Dit orgaan vult het formulier aan door het vermelden van:

a) de tijdvakken van verzekering welke krachtens de door dit orgaan toegepaste wetgeving zijn vervuld;

b) het bedrag van de rechten ontstaan op grond van de door het orgaan toegepaste wetgeving, rekening houdend met het bepaalde in Titel III, hoofdstuk 2 van het Verdrag;

c) het bedrag van de uitkering waarop de aanvrager aanspraak zou kunnen maken zonder toepassing van de artikelen 16 en 17 van het Verdrag, op grond van de door dit orgaan toegepaste wetgeving.

3. Het in het voorgaande lid bedoelde orgaan zendt een exemplaar van het aldus aangevulde formulier terug naar het orgaan van het land van de woonplaats en voegt twee exemplaren van de definitieve beslissing bij, onder vermelding van de rechtsmiddelen en de beroepstermijnen.

Artikel 26

In gevallen waarin vertraging kan optreden, betaalt het bevoegde orgaan van het land van de woonplaats belanghebbende een terugvorderbaar voorschot, dat zo dicht mogelijk het bedrag benadert dat vermoedelijk zal worden vastgesteld, rekening houdende met de bepalingen van het Verdrag.

Artikel 27

1. Indien het bevoegde orgaan van het land van de woonplaats vaststelt dat de aanvrager rechten kan ontlenen aan artikel 20 van het Verdrag, stelt het de aanvulling vast waarop de aanvrager op grond van laatstgenoemd artikel recht heeft.

2. Voor de toepassing van artikel 20 van het Verdrag geschiedt de omrekening van de in verschillende nationale munteenheden luidende

bedragen tegen de officiële wisselkoers welke geldig is op de dag waarop dat artikel moet worden toegepast.

Artikel 28

1. Het bevoegde orgaan van het land van de woonplaats stelt de aanvrager in kennis van de genomen beslissingen door middel van een in de taal van de aanvrager opgestelde samenvatting, waarbij de door de desbetreffende organen genomen beslissingen zijn gevoegd. In deze samenvatting worden eveneens de rechtsmiddelen en beroepstermijnen vermeld, welke in de wetgevingen van de beide landen zijn voorzien. De beroepstermijnen gaan eerst in na de dag waarop de aanvrager de samenvatting heeft ontvangen.

2. Vervolgens deelt het aan het bevoegde orgaan van het andere land de datum mede waarop het beide beslissingen ter kennis van de aanvrager heeft gebracht, onder bijvoeging van een afschrift van zijn eigen beslissing en van de samenvatting.

Betalbaarstelling van de uitkeringen

Artikel 29

1. Indien het bevoegde orgaan vaststelt dat de aanvrager krachtens de door dit orgaan toegepaste wetgeving recht heeft op uitkeringen zonder dat er een beroep behoeft te worden gedaan op artikel 16 van het Verdrag, betaalt het deze onmiddellijk als voorlopige uitkering. Bij de definitieve afdoening van de aanvraag om uitkeringen vereffenen de betrokken organen hun rekeningen met toepassing van artikel 37 van het Verdrag.

2. In het geval dat de organen van beide landen het voorgaande lid kunnen toepassen, worden de voorlopige uitkeringen alleen betaald door het orgaan van de woonplaats. Dit orgaan stelt het orgaan van het andere land hiervan zo spoedig mogelijk in kennis.

3. In het geval dat ingevolge de voorgaande leden voorlopige uitkeringen worden betaald, is artikel 26 niet van toepassing.

Artikel 30

De door een orgaan van het ene land verschuldigde uitkeringen aan rechthebbenden die in het andere land wonen, worden rechtstreeks en op de vervaldagen die in de door dat orgaan toegepaste wetgeving zijn voorzien, uitbetaald. Daarentegen worden de achterstallige betalingen overgemaakt aan het orgaan dat de voorlopige uitkeringen heeft verleend.

Hoofdstuk 3

Werkloosheid

Artikel 31

1. Om in aanmerking te komen voor toepassing van artikel 26 van het Verdrag, legt de werkloze aan het Nederlandse bevoegde orgaan een verklaring over waarin zijn vermeld de tijdvakken van dienstbetrekking in Kaapverdië.

2. Deze verklaring wordt op verzoek van de belanghebbende uitge-reikt door het Direcção do Trabalho (Directoraat van Arbeid); indien de belanghebbende de verklaring niet overlegt, richt het bevoegde orgaan zich tot het Direcção do Trabalho (Directoraat van Arbeid).

Hoofdstuk 4

Gezinsbijslagen

Artikel 32

1. Om in aanmerking te komen voor toepassing van artikel 28 van het Verdrag, legt de belanghebbende aan het bevoegde orgaan een verklaring over waarin zijn vermeld de tijdvakken van verzekering, welke krachtens de wetgeving waaraan hij voorheen laatstelijk was onderworpen, zijn vervuld.

2. De verklaring wordt op verzoek van de belanghebbende afgegeven door het orgaan van het andere land dat voorheen laatstelijk bevoegd was. Indien de belanghebbende bedoelde verklaring niet overlegt, vraagt het bevoegde orgaan deze aan het betrokken orgaan.

Artikel 33

De belanghebbende die een aanvraag om gezinsbijslagen indient ten behoeve van kinderen die in het andere dan het bevoegde land wonen of worden opgevoed, legt een verklaring omtrent de gezinssamenstelling over, welke door de bevoegde autoriteiten van de burgerlijke stand van dit land is verstrekt.

Artikel 34

De gezinsbijslagen worden overeenkomstig de voorschriften van de toepasselijke wetgeving en op de in deze wetgeving voorziene vervalda-gen uitbetaald.

TITEL III

Diverse bepalingen

Artikel 35

1. Voor de in het Verdrag voorziene samentelling van tijdvakken van verzekering, welke krachtens de wetgevingen van beide landen zijn vervuld, passen de bevoegde organen de volgende regels toe:

a) indien een tijdvak van verzekering, vervuld op grond van een verplichte verzekering krachtens de wetgeving van het ene land, samenvalt met een tijdvak van verzekering, vervuld op grond van een vrijwillige of vrijwillig voortgezette verzekering krachtens de wetgeving van het andere land, wordt alleen het eerste tijdvak in aanmerking genomen;

b) indien een krachtens de wetgeving van het ene land vervuld tijdvak van verzekering dat geen gelijkgesteld tijdvak is, samenvalt met een krachtens de wetgeving van het andere land gelijkgesteld tijdvak, wordt alleen het eerste tijdvak in aanmerking genomen;

c) elk krachtens de wetgevingen van beide landen tegelijk gelijkgesteld tijdvak wordt slechts in aanmerking genomen door het orgaan van het land aan de wetgeving waarvan de verzekerde laatstelijk vóór het bedoelde tijdvak verplicht onderworpen is geweest; indien de verzekerde vóór bedoeld tijdvak niet verplicht onderworpen is geweest aan een wetgeving van een land, wordt dit tijdvak in aanmerking genomen door het bevoegde orgaan van het land aan de wetgeving waarvan hij na dit tijdvak voor de eerste maal verplicht onderworpen is geweest;

d) ingeval de periöde, waarin bepaalde tijdvakken van verzekering krachtens de wetgeving van het ene land zijn vervuld, niet nauwkeurig kan worden bepaald, wordt aangenomen dat deze tijdvakken de krachtens de wetgeving van het andere land vervulde tijdvakken niet overlappen en wordt hiermede rekening gehouden, voor zover de tijdvakken hiervoor in aanmerking kunnen worden genomen.

2. Indien krachtens het eerste lid, letter a) van dit artikel voor de samentelling geen rekening wordt gehouden met tijdvakken van verzekering, vervuld op grond van een vrijwillige of vrijwillig voortgezette verzekering krachtens de wetgeving inzake ouderdoms- en/of overlevingsverzekering van een land, worden de premies welke voor deze tijdvakken zijn betaald, geacht bestemd te zijn ter verhoging van de krachtens genoemde wetgeving verschuldigde uitkeringen.

Artikel 36

1. De administratieve en medische controle van in Nederland wonende rechthebbenden op uitkeringen krachtens de Kaapverdische wetge-

ving, wordt op verzoek van het bevoegde orgaan uitgeoefend door tussenkomst van:

a) de „Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging”, indien het uitkeringen bij ziekte, invaliditeit en arbeidsongevallen betreft;

b) de „Sociale Verzekeringsbank”, indien het andere uitkeringen betreft.

2. De administratieve en medische controle van in Kaapverdië wonende rechthebbenden op uitkeringen krachtens de Nederlandse wetgeving, wordt op verzoek van het bevoegde orgaan uitgeoefend door tussenkomst van de Caixa Sindical de Previdência dos Empregados do Comércio e Ofícios Correlativos (Voorzorgskas van de vakbond van werknemers in de handel en aanverwante bedrijfstakken) te Praia.

3. Bij de aan de bevoegde organen gezonden inlichtingen en met name bij de medische rapporten wordt een vertaling in de Franse of Engelse taal gevoegd.

4. Ieder bevoegd orgaan behoudt evenwel het recht de rechthebbende door een arts van zijn keuze te doen onderzoeken.

Artikel 37

De bevoegde organen van beide landen kunnen elkaar te allen tijde verzoeken over te gaan tot verificatie of controle van feiten en handelingen waardoor volgens hun eigen wetgeving het door hen erkende recht op prestaties kan worden gewijzigd, geschorst of ingetrokken.

Artikel 38

De kosten die voortvloeien uit administratieve controle en geneeskundig onderzoek, observaties, reizen en allerlei verificaties, nodig voor de verlening van uitkeringen of voor de herziening daarvan, worden aan het met deze controle of verificaties belaste orgaan, op basis van het door dit orgaan toegepaste tarief, vergoed.

Artikel 39

Wanneer de belanghebbende na schorsing van de uitkeringen welke hij genoot, opnieuw recht op uitkeringen verkrijgt, terwijl hij op het grondgebied van het andere land woont, wisselen de betrokken organen alle nodig geachte inlichtingen uit met het oog op de hervatting van de betaling van deze uitkeringen.

Artikel 40

Alle uitkeringen worden aan de rechthebbenden uitbetaald zonder aftrek van porti of bankkosten.

Artikel 41

De bevoegde organen van beide landen kunnen het bewijs van in leven zijn, het bewijs van de burgerlijke stand en alle andere voor het vaststellen van het recht op uitkeringen of het voortzetten daarvan noodzakelijke documenten opvragen, hetzij rechtstreeks bij de rechthebbende, hetzij door bemiddeling van het orgaan van de woonplaats.

Artikel 42

Voor de toepassing van artikel 35 van het Verdrag vermeldt de autoriteit, het orgaan of de rechterlijke instantie, welke de aanvraag, de verklaring of het beroepschrift heeft ontvangen, dat had moeten worden ingediend bij een autoriteit, orgaan of rechterlijke instantie van het andere land, de datum waarop de aanvraag, de verklaring of het beroepschrift is ontvangen.

Artikel 43

Alle geschillen met betrekking tot de toepassing van dit Akkoord zullen worden opgelost door een commissie, samengesteld uit op het terrein van de sociale zekerheid bevoegde vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten, die zich kunnen laten bijstaan door deskundigen. De commissie komt beurtelings in het ene en in het andere land bijeen.

Artikel 44

1. De verbindingsorganen kunnen, in gemeen overleg, noodzakelijke formulieren voor verklaringen, aanvragen en andere documenten, benodigd voor de toepassing van het Verdrag en dit Akkoord, vaststellen.

2. Bovendien kunnen zij in gemeen overleg en met instemming van de bevoegde autoriteiten aanvullende maatregelen van administratieve aard voor de toepassing van dit Akkoord nemen.

Artikel 45

Dit Akkoord treedt op dezelfde dag in werking als het Verdrag en heeft dezelfde werkingsduur.

GEDAAN in twee oorspronkelijke teksten in de Franse taal, te 's-Gravenhage, de 18e november 1981.

De Nederlandse bevoegde autoriteiten,
(w.g.) M. GARDENIERS-BERENDSEN
(w.g.) C. I. DALES

De Kaapverdische bevoegde autoriteit,
(w.g.) SILVINO MANUEL DA LUZ

D. PARLEMENT

Het Akkoord behoeft ingevolge artikel 62, eerste lid, letter b, van de Grondwet niet de goedkeuring van de Staten-Generaal.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Akkoord zullen ingevolge artikel 45 op dezelfde dag in werking treden als het Verdrag ter uitvoering waarvan het onderhavige Administratieve Akkoord strekt.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt het Akkoord alleen voor Nederland.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Akkoord is tot stand gekomen ter uitvoering van het op 18 november 1981 te 's-Gravenhage tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Kaapverdië tot stand gekomen Verdrag inzake sociale zekerheid.

Tekst en vertaling van het Verdrag met bijbehorend Slotprotocol zijn geplaatst in *Trb.* 1982, 20.

Uitgegeven de vijftiende februari 1982.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. VAN DER STOEL